

*Le budget—M. Wilson*

Le budget ne prévoit aucun plan de relance économique. Le ministre ne semble pas comprendre que les Canadiens ont perdu confiance en leur gouvernement. Ils sont dans une situation désespérée et s'accrochent aux petites entreprises. Ils connaissent actuellement une perte de capacité de 25 à 50 p. 100. Les gens ont désespérément besoin d'une orientation décisive. Soixante-quinze p. 100 des Canadiens s'inquiètent à l'idée que certains de leurs proches ou eux-mêmes perdront leur emploi l'an prochain. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

La réponse du ministre consiste à sacquer ceux qui sont le plus durement touchés au sein de notre économie, les économiquement faibles et les retraités. Le ministre a même refusé d'admettre aujourd'hui qu'il s'attaquait aux retraités. Permettez-moi de rappeler ce que le ministre a déclaré à l'époque où il détenait le portefeuille de la Santé nationale et du Bien-être social:

Nous nous devons de toute évidence de garantir à nos personnes âgées, qui ont assumé les fardeaux du demi-siècle passé, un revenu décent et suffisant pour leur retraite.

• (1510)

C'est ce même ministre qui, pas plus tard qu'hier soir, a réduit de moitié les augmentations qui seront accordées à leurs pensions l'an prochain pour combattre l'inflation. Le même ministre qui cherche désespérément de l'aide pour surmonter ces problèmes. Permettez-moi de vous rappeler, monsieur l'Orateur, un passage dramatique de son exposé budgétaire d'hier soir. Le ministre cherchait de l'aide autour de lui. Parlant des autres pays industrialisés, il a déclaré:

Leurs gouvernements ne sont pas en mesure ou n'ont pas choisi de concevoir leur politique économique pour nous aider à sortir de la récession.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) s'attend-il sérieusement à ce que les autres pays du monde nous aident à sortir de la récession et conçoivent leur politique de façon à l'aider à résoudre ses problèmes? Il se contente de se cacher la tête dans le sable en se demandant d'où va venir l'aide. Il cherche à droite et à gauche sauf ici même, dans son pays. C'est ici que nous devons commencer à résoudre nos problèmes économiques, non pas en nous attachant à de faibles espoirs provenant d'autres pays du monde, mais en faisant face à la réalité dans le pays.

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les Canadiens hochent la tête d'un air ébahi en pensant au ministre et à l'absence totale de nouveaux programmes et de nouvelles directives dans le budget qui nous a été présenté? Ce budget se borne à modifier légèrement certains programmes qui nous ont mis dans le pétrin où nous sommes aujourd'hui. Il est insuffisant, il vient trop tard et bien des Canadiens en subiront les conséquences.

Je vous demande, monsieur l'Orateur, de retourner en arrière et d'examiner le budget dans le contexte des événements des trente derniers mois, depuis février 1980. Nous avons là le bilan d'un gouvernement incapable, un bilan d'échecs sans précédent dans l'histoire politique du Canada. Passons un peu en revue ces nombreux échecs.

La Constitution, déclarée illégale par la Cour suprême, a dû être modifiée pour répondre aux exigences des provinces et des

Canadiens. Le Programme énergétique national était mauvais dès le départ. Il a dû être modifié une première fois en septembre 1981, puis à nouveau en mai 1982 et il n'est toujours pas au point.

Prenons maintenant l'Agence d'examen de l'investissement étranger. On nous a annoncé de gros changements au cours de la campagne électorale de 1982. Cette agence devait intervenir beaucoup plus dans l'économie. Elle a été présidée par les membres du cabinet les plus nationalistes. Malheureusement, elle ne remplit pas son rôle. Elle a semé énormément d'incertitude chez les investisseurs étrangers et canadiens. Elle montre bien que le gouvernement ne comprend pas que nous avons besoin d'investissements générateurs d'emplois. Les modifications budgétaires d'hier soir ne suffisent pas, mais elles attestent que l'orientation prise en février 1980 était mauvaise pour le pays.

Le budget de novembre dernier a été un désastre dès le départ. Son orientation économique était très mauvaise. Depuis, on a apporté au moins 35 modifications aux dispositions concernant l'impôt sur le revenu. Cela cause énormément d'incertitude, ce qui retarde l'activité économique et la création d'emplois. D'autres changements vont être apportés. Le ministre prépare déjà son nouveau budget alors qu'il n'en a pas encore fini avec celui-là.

L'opposition a obligé le gouvernement à modifier sa loi sur la sécurité énergétique, ce bill omnibus qui devait empêcher le Parlement d'exercer ses droits. Le gouvernement échoue sur toute la ligne. Il est obligé de changer de cap pour s'orienter dans la voie préconisée par l'opposition.

L'opposition officielle, le parti progressiste conservateur du Canada, est le seul parti qui ait su maintenir le gouvernement fédéral sur la voie de la raison. Songez aux dégâts qu'il y aurait eu si l'opposition ne s'était pas battue pour défendre les droits des Canadiens et faire changer ces politiques. Où en serions-nous aujourd'hui si le gouvernement qui va d'échec en échec, avait continué dans la même voie. Le gouvernement ne peut pas continuer à nous conduire vers la faillite. Notre pays n'a pas les moyens de payer pour les erreurs du gouvernement qui reçoit les encouragements du Nouveau parti démocratique sur bien des plans. C'est uniquement grâce à l'opposition officielle que le gouvernement a été rappelé à l'ordre. Les dégâts qui ont été causés sont trop importants. Le fait que l'on ait tardé à modifier ces programmes a provoqué une terrible recrudescence du chômage. J'en reparlerai dans une minute.

Des divisions se sont produites entre l'Est et l'Ouest et entre le Québec et le reste du Canada à cause de la politique de maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé, du programme énergétique, de la Constitution et ainsi de suite. Pourquoi le gouvernement continue-t-il à pousser les Canadiens au bord du gouffre et à précipiter certains d'entre eux dans le vide? Ce n'est pas sérieux et il faut que cela change. Les Canadiens veulent mieux que cela. Ils veulent un changement. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut déclencher des élections pour donner aux Canadiens l'occasion de débarrasser le pays de ce gouvernement qui accumule les échecs.